

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

**ARRETE TEMPORAIRE**

N°2024 - 05061

« COMMERCE AMBULANT DE VENTE DE PRODUITS  
ALIMENTAIRES EN RESTAURATION RAPID FOOD-TRUCK  
DU LUNDI 18 MARS JUSQU'AU JEUDI 11 AVRIL 2024 »

**Le MAIRE de VILLEPARISIS,**

**Vu**, la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales, les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213- 1, L 2213-2 et L2213-6,

**Vu**, le Code de Commerce et notamment ses articles L 442-11, R 123-208-8 et R 310-8

**Vu**, l'Arrêté Municipal 2019/03754 du 14/10/2019 relatif à la lutte contre les bruits et nuisances sonores,

**Vu**, la délibération n°2023-60/06-09 du Conseil Municipal en date du 27 juin 2023 fixant les tarifs des montants de la redevance des permis de stationnement à usage commercial et artisanal,

**Vu**, la demande écrite formulée de Monsieur Nassim BENNAI portant sur un permis de stationnement de commerce ambulant relatif à une demande d'implantation d'un Food-Truck « LE FOOD » aux fins d'exercer une activité commerciale de restauration rapide à divers endroits de la commune,

**Considérant**, que la municipalité autorise l'installation du Food-Truck « LE FOOD » du lundi 18 mars 2024 jusqu'au jeudi 11 avril 2024, sur l'esplanade François Mitterrand,

**Considérant**, que la restauration rapide de produits alimentaires se déroulera du lundi 18 mars 2024 au jeudi 11 avril 2024 de 20 heures à 23 heures sur l'esplanade François Mitterrand,

**Considérant**, qu'il y a lieu de réglementer l'installation de commerces ambulants sur le domaine public,

Accusé de réception en préfecture  
077-217705144-20240320-PM24\_09061-AR  
Date de télétransmission : 20/03/2024  
Date de réception préfecture : 20/03/2024

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Un permis de stationnement relatif à une demande de commerce ambulant d'implantation d'un Food-Truck « LE FOOD » aux fins d'exercer une activité commerciale de restauration rapide est accordé au déclarant Monsieur Nassim BENNAI.

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable.

**ARTICLE 2 :**

Un emplacement sera réservé sur le domaine public en raison de l'installation d'une camionnette ambulante de restauration rapide sur l'esplanade François Mitterrand.

L'emprise du permis de stationnement sur le domaine public porte sur une superficie de 5 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3 :**

La période du permis de stationnement s'étend du lundi 18 mars 2024 jusqu'au jeudi 11 avril 2024.

Les horaires d'exploitation de l'activité dans l'emprise du permis de stationnement sont fixés comme suit :

Du lundi au vendredi de 20 heures à 23 heures.

**ARTICLE 4 :**

Le commerçant s'engage à payer la redevance dans les conditions fixées dans l'arrêté portant réglementation des permis de stationnement à usage commercial et artisanal et dans la délibération correspondante fixant les montants de la redevance des permis de stationnement.

La redevance s'élève à un montant de **344,85 soit 18,15 euros par jour x 19 jours**.

Ce montant est basé sur le tarif de la redevance « commerce ambulant » à l'unité par jour de 18,15 euros et sera appliqué uniquement sur les jours d'activité commerciale.

**ARTICLE 5 :**

Le permissionnaire pourra mettre fin à l'autorisation dont il bénéficie par courrier recommandé avec accusé de réception à l'intention de Monsieur le Maire. Il ne pourra prétendre à aucune indemnité.

L'autorisation n'est pas tacite reconductible et doit faire l'objet d'une demande de renouvellement auprès de la commune au moins deux mois avant le terme de la présente autorisation. Le permissionnaire devra justifier d'une assurance de son activité à chaque renouvellement de son autorisation d'occupation du domaine public.

**ARTICLE 6 :**

Le permissionnaire doit impérativement respecter les règles de sécurité en vigueur ainsi que les clauses de l'arrêté portant réglementation des permis de stationnement à usage commercial et artisanal.

Tous les ustensiles utilisés au contact alimentaire doivent être conformes à la réglementation en matière d'hygiène.

Le permissionnaire devra assurer le ramassage des déchets éventuels après la fermeture de son exploitation. Il veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant sa période d'occupation. En cas de constatation de dégradations ou de salissures, la commune de Villeparisis fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Accusé de réception en préfecture  
077-217705144-20240320-PM24\_09061-AR  
Date de télétransmission : 20/03/2024  
Date de réception préfecture : 20/03/2024

**ARTICLE 7 :**

La commune pourra résilier l'autorisation à tout moment sans préavis selon les cas suivants :  
Changement de nature de l'activité, changement de permissionnaire, troubles à l'ordre public et nuisances générés par l'activité et non-respect des articles de l'arrêté municipal.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

**ARTICLE 9 :**

Ampliation :

Madame Valérie BESSIERE, Directrice Générale des Services

Monsieur le Directeur de la Police Municipale

Monsieur le Directeur des Services Techniques

Monsieur le Commissaire Central de la Circonscription d'Agglomération de Villeparisis

Lieutenant JAMES Fabien, Chef de Centre du Centre d'Incendie et de Secours de Villeparisis

Monsieur Nassim BENNAI, 4 boulevard Marcel Sembat à Villeparisis 77270

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Maire.

Villeparisis, le 18 mars 2024

**Le Maire, Frédéric BOUCHE**

